

DLSI
Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
au capital de 5.082.980 euros
Siège social : Avenue Eric Bousch – Technopôle Sud – 57600 FORBACH
RCS SARREGUEMINES 389 486 754

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

DU 18 JUIN 2026

<p>RAPPORT DE GESTION SUR LES OPERATIONS</p> <p>DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025</p>
--

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en assemblée générale mixte en application des statuts et des dispositions du Code de commerce pour vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice.

Ces comptes sont joints au présent rapport.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

Les membres du Directoire se sont réunis en date du 25 mars 2026 pour l'arrêté des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

RAPPORT DE GESTION DE LA SOCIETE D.L.S.I. SA.....	4
Situation et activité de la Société au cours de l'exercice écoulé	4
<i>Activité de la Société</i>	4
<i>Evolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société, notamment de sa situation d'endettement au regard du volume et de la complexité des affaires</i>	4
<i>Activité en matière de recherche et développement</i>	4
<i>Evènements importants survenus depuis la clôture de l'exercice</i>	4
<i>Evolution prévisible de la situation de la Société et perspectives d'avenir</i>	5
<i>Principaux risques et incertitudes</i>	5
<i>Utilisation des instruments financiers</i>	7
<i>Liste des succursales</i>	7
<i>Information sur les délais de paiement</i>	7
<i>Prêts interentreprises</i>	8
<i>Informations sur les ressources incorporelles essentielles</i>	8
Filiales et participations	8
<i>Prises de participation dans une société ayant son siège social sur le territoire de la République française représentant plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers ou de la moitié du capital de cette société</i>	8
<i>Prises de contrôle dans une société ayant son siège social sur le territoire de la République française</i>	8
<i>Cessions de participations</i>	8
Détention du capital social.....	9
<i>Identité des titulaires de participations significatives</i>	9
<i>Sociétés contrôlées</i>	9
<i>Participation des salariés au capital</i>	10
<i>Acquisitions et cessions par la société de ses propres actions, programmes de rachat d'actions</i>	10
<i>Transactions réalisées par les dirigeants et les personnes qui leur sont étroitement liées sur les titres de la société</i>	11
<i>Options de souscription ou d'achat d'actions et attributions gratuites d'actions</i>	11
Présentation des comptes et affectation du résultat.....	11
<i>Mode de présentation des comptes annuels</i>	11
<i>Exposé des résultats économiques et financiers</i>	11
<i>Affectation du résultat</i>	12
Rappel des dividendes distribués.....	12
Dépenses somptuaires et charges non déductibles fiscalement	12
Tableau des résultats.....	13
Situation des mandats des membres du Conseil de surveillance	13

Informations concernant les commissaires aux comptes	13
<i>Contrôle des commissaires aux comptes</i>	13
<i>Situation des mandats des commissaires aux comptes</i>	13
RAPPORT DE GESTION DU GROUPE D.L.S.I.	14
Situation et activité du Groupe au cours de l'exercice écoulé.....	14
<i>Activité du Groupe</i>	14
<i>Activités des filiales françaises</i>	15
<i>Filiales étrangères</i>	16
Evolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société, notamment de sa situation d'endettement au regard du volume et de la complexité des affaires.....	18
Evolution prévisible de la situation du Groupe et perspectives d'avenir.....	19
Evènements importants survenus depuis la clôture de l'exercice.....	19
Principaux risques et incertitudes.....	20
Informations sur les ressources incorporelles essentielles.....	22
Utilisation des instruments financiers	22
Activité en matière de recherche et développement	22

RAPPORT DE GESTION DE LA SOCIETE D.L.S.I. SA

Situation et activité de la Société au cours de l'exercice écoulé

Activité de la Société¹

DLSI est un prestataire de services dont l'activité principale est la mise à disposition de personnel intérimaire ainsi que le recrutement de personnel pour nos clients.

L'exercice écoulé a été marqué par une demande vigoureuse contrariée chez certains clients par des difficultés d'approvisionnement en matières premières et impactée pour DLSI par des manques de disponibilités de personnels intérimaires et permanents dans les agences régionales.

Evolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société, notamment de sa situation d'endettement au regard du volume et de la complexité des affaires²

Le chiffre d'affaires de l'exercice s'élève à 96 952 014 € contre 103 338 926 € au titre de l'exercice précédent.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 97 663 588 € contre 106 885 130 € au titre de l'exercice précédent.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 98 569 969 € contre 104 462 756 € au titre de l'exercice précédent.

Parmi les charges, les frais de personnel y compris les charges sociales s'élèvent à 86 210 707 € contre 92 642 367 € au titre de l'exercice précédent.

Le résultat de l'exercice s'élève à -741 157 € contre 1 464 902 € au titre de l'exercice précédent.

Le capital social de la société s'élève à 5 082 980 € et les fonds propres à 50 557 348 €.

Les emprunts et les dettes auprès des établissements de crédit s'élèvent à 4 575 918 € contre 6 108 468 € au titre de l'exercice précédent.

Activité en matière de recherche et développement³

Néant

Evènements importants survenus depuis la clôture de l'exercice⁴

Néant

¹ Article L233-6 du Code de commerce




² Article L232-1 II du Code de commerce

³ Article L232-1 II du Code de commerce

⁴ Article L232-1 II du Code de commerce

Evolution prévisible de la situation de la Société et perspectives d'avenir⁵

Malgré un exercice 2025 marqué par un environnement défavorable et des résultats en retrait, le Groupe aborde l'année 2026 avec confiance. Le Groupe met en œuvre plusieurs actions visant à l'optimisation des coûts :

-  Renforcer l'efficacité commerciale.
-  Poursuivre les investissements technologiques engagés en 2025.
-  Améliorer durablement la performance opérationnelle.

Les équipes du Groupe restent pleinement mobilisées pour accompagner la croissance et la performance de DLSI.

Principaux risques et incertitudes⁶

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-26 du Code de commerce, nous vous présentons ci-dessous une description des principaux risques et incertitudes susceptibles d'affecter la situation financière, l'activité et les perspectives de la Société.

La Société exerce son activité dans un environnement en constante évolution, soumis à des facteurs externes (économiques, réglementaires, technologiques) ainsi qu'à des risques opérationnels inhérents à son modèle. La Direction a mis en œuvre diverses actions de prévention et de contrôle afin d'en limiter les impacts.

1. Risques liés à la dépendance à l'activité et à la stratégie des clients

L'activité de la Société dépend fortement des besoins et orientations stratégiques de ses clients, eux-mêmes influencés par la conjoncture économique générale, l'évolution sectorielle et les pressions concurrentielles.

Le risque est donc caractérisé par une potentielle baisse soudaine des volumes d'intérimaires ou des prestations externalisées, un ralentissement ou arrêt de certains contrats cadres ou encore une sensibilité accrue aux variations d'activité dans les secteurs industriels.

Des mesures ont été prises par la direction de la Société afin de réduire l'impact potentiel de ces risques à savoir une diversification sectorielle du portefeuille, le développement des contrats cadres avec des grands comptes pour renforcer la visibilité commerciale ou encore le renforcement des équipes commerciales et des actions de fidélisation clients.

2. Risques réglementaires et de conformité

Certaines activités de la Société connaissent des contraintes réglementaires fortes. Ce risque peut entraîner des suspensions ou des refus d'agrément ou encore des retards dans l'exécution de contrats. Afin de réduire ce risque, la direction de la Société effectue un suivi permanent des évolutions réglementaires et encourage la formation continue des collaborateurs concernés.

⁵ Article L232-1 II du Code de commerce

⁶ Article L232-1 II du Code de commerce

3. Risques liés aux phénomènes naturels, sanitaires ou événements externes

L'activité d'intérim est sensible aux événements externes tels que crises sanitaires, aléas climatiques ou perturbations logistiques. Ces risques peuvent entraîner une diminution de la demande, des interruptions opérationnelles tant au niveau des agences que des clients ou encore des dégradations temporaires des marges. Afin de réduire ces risques au maximum, la Société a mis en place un plan de continuité au niveau des agences, une digitalisation accrue des processus (notamment sur le plan administratif) ainsi qu'un renforcement de la communication interne en période de crise grâce au déploiement de nouveaux outils informatiques (PC Portables et accès généralisé à Teams pour la visio-conférence).

4. Risques liés à l'attractivité dans un marché du travail tendu

La Société évolue dans un environnement marqué par une forte concurrence entre agences d'emploi et par une pénurie persistante de compétences. Cela peut entraîner une incapacité à pourvoir certaines missions auprès des clients, une augmentation des coûts d'acquisition des candidats ou encore une rotation du personnel plus importante en interne. Pour mitiger ce risque, la direction de la Société continue d'investir dans sa marque employeur, renforce ses dispositifs de *sourcing* digital et poursuit sa politique de formation et de fidélisation que ce soit auprès des intérimaires ou des permanents.

5. Risques liés à la conjoncture économique et géopolitique

La société évolue dans un contexte macroéconomique parfois instable, marqué par un ralentissement économique en France, des tensions géopolitiques impactant l'activité internationale, un risque inflationniste toujours important.

Ce contexte tend à contracter la demande dans certains secteurs, à accroître la pression sur les marges opérationnelles et augmente la volatilité dans les activités internationales. La direction de la Société met donc en place un pilotage rigoureux de ses coûts ainsi qu'une diversification sectorielle (nucléaire, industrie, services...).

Nouveaux risques identifiés au titre de l'exercice

6. Risques liés aux agissements frauduleux

En 2025, une fraude importante a été détectée au sein de la filiale suisse PEMSA, impliquant l'équipe d'une agence spécifique. Celle-ci reposait sur des détournements de fonds via altération de données, générant un impact financier sur l'exercice 2024, à savoir :

- Chiffre d'affaires :	-317 264 €
- Résultat opérationnel Groupe :	-269 720 €
- Résultat net part du Groupe :	-239 781 €

L'impact sur l'exercice 2025 est quant à lui non significatif au niveau du Groupe.

De manière générale, les agissements frauduleux restent un risque non négligeable pouvant entraîner des pertes financières directes et une atteinte à la réputation de la Société. S'agissant du cas mentionné ci-dessus, la direction a immédiatement mis en place un renforcement des contrôles et des processus internes ainsi qu'une sécurisation renforcée des données bancaires. Des mesures judiciaires ont également été engagées localement et la direction de la Société a par ailleurs renforcé le service contrôle interne pour prévenir toute récurrence de ce type d'évènement.

7. Risques liés à la maîtrise de la masse salariale et aux recrutements internes

Le secteur reste soumis à une tension généralisée sur les postes à pourvoir. Les difficultés de recrutement constatées en 2025 ont pesé sur l'activité de la Société et représenté un facteur d'érosion du chiffre d'affaires national en France. Ces risques se caractérisent par une potentielle augmentation des coûts du personnel, des difficultés à atteindre les objectifs opérationnels par manque de ressources ou encore une augmentation de la rotation des salariés. Afin de prévenir ces risques, la Société met en place une politique RH visant à attirer et retenir les talents (formations, mobilité interne, amélioration des conditions de travail), une priorisation des recrutements sur les zones en tension et une optimisation des processus internes pour limiter les coûts.

8. Risques cyber et atteintes aux systèmes d'information

Une cyberattaque a touché deux filiales du Groupe (PRESTIM et ML Intérim) en octobre 2025, nécessitant une remédiation rapide. Le Groupe a pu récupérer l'ensemble de ses données sans altération. Il n'en reste pas moins que les risques cyber restent des risques importants notamment dans un contexte où la Société poursuit une politique de digitalisation de ses processus. Les risques cyber peuvent entraîner une indisponibilité temporaire des outils et des systèmes, une fuite potentielle de données salariées ou client ou encore un risque réglementaire dans le cadre de RGPD. Afin de prévenir ces risques et en lien avec la cyber attaque subie par ces 2 filiales, la direction a mis en place un plan de restauration complète des données et a directement communiqué avec les autorités locales ainsi qu'avec la CNIL en accord avec les obligations légales qui lui incombent. Un renforcement des dispositifs de cybersécurité a été mis en place ainsi qu'une politique de sensibilisation accrue des équipes aux risques numériques afin de prévenir la survenance d'évènements similaires. La direction de la Société a par ailleurs décidé de souscrire à une assurance Cyber et de se faire accompagner d'un prestataire externe dans la mise en place d'un processus de sécurisation des données sur l'ensemble des agences en France.

Utilisation des instruments financiers

Néant.

Liste des succursales

Conformément aux dispositions de l'article L232-1 II du Code de commerce, nous joignons en **ANNEXE I** la liste des succursales de la Société.

Information sur les délais de paiement

Conformément aux dispositions des articles L441-14, D441-6 et A441-2 du Code de commerce, nous joignons en **ANNEXE III** la décomposition des délais de paiement de nos fournisseurs et de nos clients faisant apparaître :

- Les factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice et dont le terme est échu,
- Les factures reçues ou émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice.

Concernant les factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice social et dont le terme est échu, il y a lieu de préciser que le règlement de ces dernières a été garanti par le biais d'une assurance-crédit.

Prêts interentreprises

Il n'existe pas de prêts à moins de trois ans consentis aux entreprises avec lesquelles DLSI SA entretient des liens économiques.

Informations sur les ressources incorporelles essentielles

Conformément à la réglementation applicable, nous vous indiquons que nos ressources incorporelles essentielles sont nos salariés et intérimaires, sur lesquels repose notre modèle commercial ainsi que les marques que le Groupe DLSI a développé avant de contribuer à sa visibilité et son offre par segments sur le marché, qui sont sources de création de valeur.

Filiales et participations

Vous trouverez ci-dessous un tableau récapitulant les différentes filiales de la Société :

<i>Sociétés</i>	<i>% détention</i>
DLSI Luxembourg SA	100
DLSI GmbH	100
PEMSA SA	88,90
Tercio SAS	100
ML Intérim	100
PRESTIM	100

Prises de participation dans une société ayant son siège social sur le territoire de la République française représentant plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers ou de la moitié du capital de cette société⁷

Néant

Prises de contrôle dans une société ayant son siège social sur le territoire de la République française⁸

Néant

Cessions de participations

Néant

⁷ Article L233-6 du Code de commerce

⁸ Article L233-6 du Code de commerce

Détention du capital social

Identité des titulaires de participations significatives

Conformément aux dispositions de l'article L 233-13 du Code de commerce, nous vous rendons compte de l'identité des personnes physiques ou morales détenant directement ou indirectement plus de 5%, 10%, 15%, 20%, 25%, 33,33%, 50%, 66,66%, 90% ou 95% du capital social ou des droits de vote aux assemblées générales.

Identité ou dénomination sociale	Nombre d'actions	% droits financiers	Nombre de droits de vote	% droits de vote
UNTITLED 57	643 440	25,32%	643 440	18,09%
RAY INTERNATIONAL SA	1 005 680 (1)	39,57%	2 011 360	56,55%
COFINEUR	180 370	7,10%	127 074	5%
SOCIETE LAZARD GESTION FRERES	171 000	6,73%	171 000	4,81%
Autres titulaires – participations non significatives	541 000*	21,28%	603 739	16,98%
TOTAL	2 541 490	100%	3 556 613	

(1) Droit de vote double

* Dont 9.443 actions ayant un droit de vote double

Sociétés contrôlées

Nous vous rappelons que notre Société contrôle directement ou indirectement au sens de l'article L 233-13 du Code de commerce les sociétés suivantes :

<i>Sociétés</i>	<i>% détention</i>
DLSI Luxembourg SA	100
DLSI GmbH	100
PEMSA SA	88,90
Tercio SAS	100
Assisteo Suisse SA	88,90
ML Intérim	100
PRESTIM	100

Conformément à l'article R 233-19 du Code de commerce, nous vous informons qu'il n'existe aucune participation croisée.

Participation des salariés au capital

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102 du Code de commerce, nous vous rendons compte de l'état de la participation des salariés au capital de la Société au dernier jour de l'exercice, soit le 31 décembre 2025 :



Le nombre des actions détenues par les salariés s'élève à 142 actions, soit 0,0056% du capital social. Elles font l'objet d'une gestion collective dans le cadre d'un plan épargne groupe géré par la Société CIC Market Solutions.

Conformément aux dispositions de l'article L 225-211, al. 2 du Code de commerce, nous vous rendons compte de ce qu'aucune action destinée à être attribuée aux salariés dans le cadre de l'intéressement du personnel aux fruits de l'expansion de l'entreprise n'a été acquise.



Acquisitions et cessions par la société de ses propres actions, programmes de rachat d'actions

Conformément aux dispositions de l'article L225-211 al.2 du Code de commerce, nous vous rappelons qu'en application de la dixième résolution du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 19 juin 2025, le Directoire a été autorisé à acheter un nombre d'actions représentant jusqu'à 10% du capital social de la Société aux fins de financer la liquidité des titres de la Société pour une durée de 18 mois pour un cours maximum unitaire de 35 euros.



Au titre du contrat de liquidité confié par la société DLSI à PORTZAMPARC - GROUPE BNP PARIBAS, à la date du 31 décembre 2025, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité :

-  15 757 titres DLSI
-  65 347,03 €

Il est rappelé que lors du bilan semestriel du 30 juin 2025, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité :

-  18 340 titres DLSI
-  35 536,00 €

A la date de résiliation du précédent contrat, le 30 avril 2025, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité :

-  20 503 titres DLSI
-  10 372,96 €

Au cours du 2nd semestre 2025, il a été négocié un total de :

	Titres	Capitaux	Transactions
Achats	7 092	76 801,28 €	242
Ventes	9 675	106 612,31 €	206

Transactions réalisées par les dirigeants et les personnes qui leur sont étroitement liées sur les titres de la société

Néant

Options de souscription ou d'achat d'actions et attributions gratuites d'actions⁹

Néant

Présentation des comptes et affectation du résultat

Mode de présentation des comptes annuels

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Le bilan et le compte de résultat figurent en annexe.

Exposé des résultats économiques et financiers

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025 :

- Le **chiffre d'affaires H.T.** s'est élevé à 96 952 014 € contre 103 338 926 € au titre de l'exercice précédent ;
- Le total des **produits d'exploitation** s'élève à 97 663 588 € contre 106 885 130 € au titre de l'exercice précédent ;
- Les **charges d'exploitation** de l'exercice s'élèvent à 98 569 969 € contre 104 462 756 € au titre de l'exercice précédent ;
- Le **résultat d'exploitation** ressort à -906 381 € contre 2 422 374 € au titre de l'exercice précédent ;
- Le montant des **traitements et salaires** s'élève à 67 875 870 € contre 73 650 652 € au titre de l'exercice précédent ;
- Le montant des **charges sociales** s'élève à 18 334 837 € contre 18 991 715 € au titre de l'exercice précédent ;
- L'**effectif salarié moyen** s'élève à 1 765 personnes dont 149 permanents contre 1 947 personnes dont 147 permanents au titre de l'exercice précédent.

⁹ Article L225-185 al.4 et L225-197-1 II al. 4 du Code de commerce

Il est précisé que la Société n'a supporté aucune dépense de travail intérimaire.

Compte tenu d'un **résultat financier de 162 421 €** contre -462 479 € au titre de l'exercice précédent, le **résultat courant avant impôt de l'exercice ressort à -743 960 €** contre 1 959 896 € au titre de l'exercice précédent.

Compte tenu des éléments ci-dessus, du **résultat exceptionnel de -54 352 €** contre -75 575 € au titre de l'exercice précédent, de **l'impôt sur les bénéfices de -57 154 €** contre 419 418 € au titre de l'exercice précédent, le résultat de l'exercice se solde par **une perte de 741 157 €** contre un bénéfice de 1 464 902 € au titre de l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2025, le **total du bilan de la Société s'élevait à 79 363 052 €** contre 84 307 395 € pour l'exercice précédent.

Est joint en annexe au présent rapport, le tableau des résultats prévu par l'article R 225-102 du Code de commerce.

Affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter le résultat déficitaire de l'exercice s'élevant à -741 158 € de la manière suivante :

- Autres réserves.....-741 157,00 €

Dont le solde s'élèverait après affectation à 40 838 696 €.

Rappel des dividendes distribués

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividendes, au titre des trois exercices précédents, ont été les suivantes :

Date de clôture	Dividendes versés	Montant par action	Montant éligible à l'abattement de 40 %	Montant non éligible à l'abattement de 40 %
31/12/2024	1 016 596,00	0.40	0.40	0
31/12/2023	1 016 596,00	0,40	0,40	0
31/12/2022	1 016 596,00	0,40	0,40	0

Dépenses somptuaires et charges non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé tiennent compte d'une somme de 178 807 €, correspondant à des dépenses non déductibles fiscalement selon les dispositions de l'article 39-4 du Code général des impôts.

Tableau des résultats

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices est joint en Annexe 2 du présent rapport.

Situation des mandats des membres du Conseil de surveillance

Le Directoire a examiné la situation des membres du Conseil de surveillance et constate qu'aucun mandat n'arrive à expiration.

Informations concernant les commissaires aux comptes

Contrôle des commissaires aux comptes

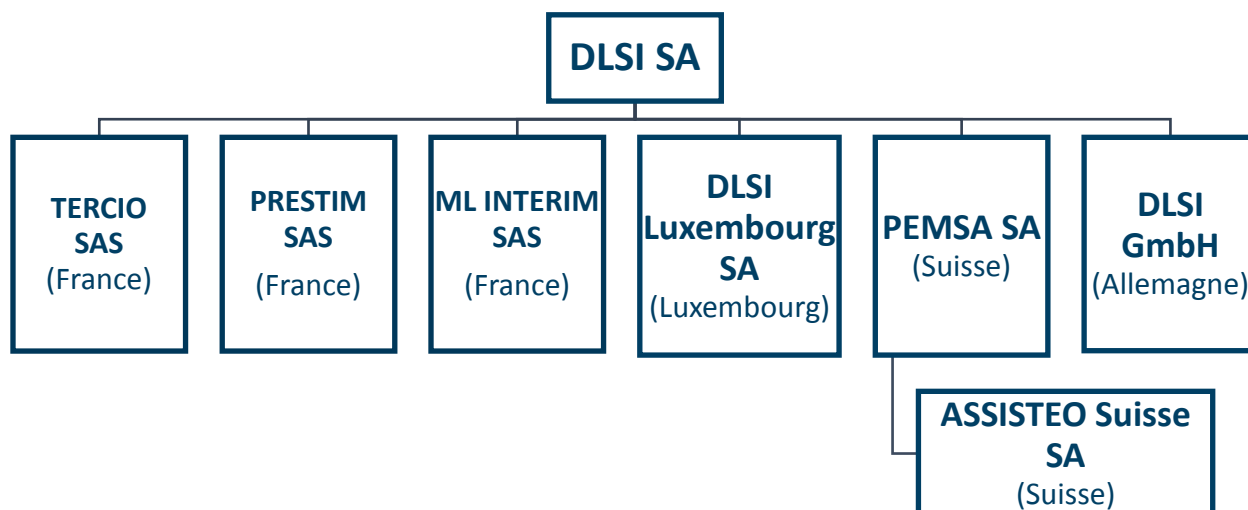
Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, nous tenons à votre disposition les rapports de vos commissaires aux comptes.

Situation des mandats des commissaires aux comptes

Le Directoire a examiné la situation des mandats des commissaires aux comptes et constate qu'aucun mandat de commissaire aux comptes ne vient à expiration à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

RAPPORT DE GESTION DU GROUPE D.L.S.I.

Au 31 décembre 2025 le périmètre de consolidation du groupe DLSI SA comprenait les sociétés suivantes :



Nous vous demandons conformément aux articles L 225-100 et L 233-16 du Code de commerce de bien vouloir approuver les comptes consolidés qui vous sont présentés en annexe, établis suivant les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) éditées par l'IASB (International Accounting Standards Board) telles qu'adoptées par l'Union Européenne (UE).

Situation et activité du Groupe au cours de l'exercice écoulé

Activité du Groupe¹⁰

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025, le chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 214 345 K€ contre 211 869 K€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel avant amortissements s'élève à 3 241 K€ contre 4 648 K€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel s'élève à -598 K€ contre 1 498 K€ au titre de l'exercice précédent.

¹⁰ Article L233-26 et R225-102 du Code de commerce

Activités des filiales françaises

a) TERCIO SAS

En Euros	31/12/2025	31/12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
- Chiffre d'affaires	4 359 033	4 772 131
- Reprise sur amortissements, provisions et transfert de charges	6 117	152 798
- Autres produits	4 599	1 147
TOTAL	4 369 749	4 926 078
CHARGES D'EXPLOITATION		
- Achat de marchandises	-	3 827
- Autres achats et charges externes	651 274	654 610
- Impôts et taxes	132 247	150 241
- Salaires et traitements	2 925 141	3 138 182
- Charges sociales	946 518	969 447
- Dotations aux amortissements	21 413	16 532
- Dotations aux provisions	714 848	27 568
- Autres charges	142	7 575
TOTAL	5 391 583	4 967 983
RESULTAT D'EXPLOITATION	(1 021 833)	(41 905)

L'effectif salarié moyen s'élève à 81 personnes contre 85 personnes au titre de l'exercice précédent.

b) PRESTIM SAS

En Euros	31/12/2025	31/12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
- Chiffre d'affaires	7 932 169	8 259 606
- Reprise sur amortissements, provisions et transfert de charges	-	67 436
- Autres produits	2 651	1 171
TOTAL	7 934 819	8 328 213
CHARGES D'EXPLOITATION		
- Achat de marchandises	-	-
- Autres achats et charges externes	396 548	440 689
- Impôts et taxes	200 288	210 691
- Salaires et traitements	5 770 474	5 991 848
- Charges sociales	1 317 484	1 356 036
- Dotations aux amortissements	20 845	20 659
- Dotations aux provisions	107 221	4 949
- Autres charges	15 283	522
TOTAL	7 828 144	8 025 393
RESULTAT D'EXPLOITATION	106 676	302 820

L'effectif salarié moyen s'élève à 153 personnes contre 165 personnes au titre de l'exercice précédent.

c) *ML INTERIM SAS*

En Euros	31/12/2025	31/12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
- Chiffre d'affaires	10 613 745	8 745 438
- Reprise sur amortissements, provisions et transfert de charges	-	75 979
- Autres produits	59	41
TOTAL	10 613 804	8 821 460
CHARGES D'EXPLOITATION		
- Achat de marchandises	-	-
- Autres achats et charges externes	253 372	326 470
- Impôts et taxes	279 191	222 682
- Salaires et traitements	6 916 823	5 744 932
- Charges sociales	2 188 018	1 871 827
- Dotations aux amortissements	3 205	3 321
- Dotations aux provisions	59 029	5 834
- Autres charges	163	155
TOTAL	9 699 799	8 175 223
RESULTAT D'EXPLOITATION	914 005	646 236

L'effectif salarié moyen s'élève à 160 personnes contre 135 personnes au titre de l'exercice précédent.

Filiales étrangères

d) *DLSI Luxembourg SA*

En Euros	31/12/2025	31/12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
- Chiffre d'affaires	2 475 857	1 712 669
- Autres produits d'exploitation	495 325	402 248
TOTAL	2 971 182	2 114 917
CHARGES D'EXPLOITATION		
- Autres achats et charges externes	735 140	619 925
- Impôts et taxes	15 420	16 835
- Salaires et traitements	2 047 764	1 473 805
- Charges sociales	296 680	210 583
- Corrections de valeur	-22 275	-5 165
- Autres charges	32 416	29
TOTAL	3 105 145	2 316 012
RESULTAT D'EXPLOITATION	(133 963)	(201 095)

L'effectif salarié moyen s'élève à 45 personnes contre 34 personnes au titre de l'exercice précédent.

e) *DLSI GmbH*

En Euros	31/12/2025	31/12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
- Chiffre d'affaires	1 555 787	1 930 261
- Reprise sur amortissements, provisions et transfert de charges	5 273	1 661
- Autres produits	-	-
TOTAL	1 561 060	1 931 922
CHARGES D'EXPLOITATION		
- Autres achats et charges externes	14 773	17 583
- Impôts et taxes	160	160
- Salaires et traitements	1 221 158	1 583 495
- Charges sociales	288 408	373 486
- Dotations aux amortissements	1 639	1 004
- Dotations aux provisions	-	-
- Autres charges	68 397	75 897
TOTAL	1 594 535	2 051 625
RESULTAT D'EXPLOITATION	(33 475)	(119 703)

L'effectif salarié moyen s'élève à 27 personnes contre 39 personnes au titre de l'exercice précédent.

f) *PEMSA SA*

En Euros	31/12/2025	31/12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
- Chiffre d'affaires	85 346 863	75 420 049
- Reprise sur amortissements, provisions et transfert de charges	-	-
- Autres produits	-161 041	-83 843
TOTAL	85 185 822	75 336 206
CHARGES D'EXPLOITATION		
- Autres achats et charges externes	3 094 626	3 002 842
- Impôts et taxes	-	-
- Salaires et traitements	68 619 539	61 317 846
- Charges sociales	13 344 052	11 539 903
- Dotations aux amortissements	268 453	216 194
- Dotations aux provisions	-	-
- Autres charges	-	-
TOTAL	85 326 670	76 076 785
RESULTAT D'EXPLOITATION	(140 848)	(740 579)

L'effectif salarié moyen s'élève à 807 personnes contre 825 personnes au titre de l'exercice précédent.

g) *ASSISTEO Suisse SA*

En Euros	31/12/2025	31/12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
- Chiffre d'affaires	6 324 524	7 616 016
- Reprise sur amortissements, provisions et transfert de charges	-	-
- Autres produits	10 672	55 305
TOTAL	6 335 197	7 671 321
CHARGES D'EXPLOITATION		
- Achat de marchandises	-	-
- Autres achats et charges externes	552 135	480 985
- Impôts et taxes	-	-
- Salaires et traitements	5 546 069	7 230 731
- Charges sociales	-	-
- Dotations aux amortissements	11 814	9 050
- Dotations aux provisions	-	-
- Autres charges	-	-
TOTAL	6 110 018	7 720 766
RESULTAT D'EXPLOITATION	225 179	(49 445)

L'effectif salarié moyen s'élève à 27 personnes contre 89 personnes au titre de l'exercice précédent.

Evolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société, notamment de sa situation d'endettement au regard du volume et de la complexité des affaires¹¹

Les capitaux propres et l'endettement ont évolué comme suit (en K€) :

En milliers d'Euros Norme IFRS	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2023
Capitaux propres (1)	57 270	59 173	59 832
Dettes financières (2)	12 123	12 562	9 572
Trésorerie (3)	24 528	19 210	30 179
Endettement net (2) – (3) = (4)	-12 405	-6 648	-20 607
Gearing (4) / (1)	-0,22	-0,11	-0,34

¹¹ Article L233-26 du Code de commerce

Evolution prévisible de la situation du Groupe et perspectives d'avenir¹²

Malgré un exercice 2025 marqué par un environnement défavorable et des résultats en retrait, le Groupe aborde l'année 2026 avec confiance. Le Groupe met en œuvre plusieurs actions visant à l'optimisation des coûts :

- 🔧 Renforcer l'efficacité commerciale.
- 🔧 Poursuivre les investissements technologiques engagés en 2025.
- 🔧 Améliorer durablement la performance opérationnelle.

Les équipes du Groupe restent pleinement mobilisées pour accompagner la croissance et la performance de DLSI.

Evènements importants survenus depuis la clôture de l'exercice¹³

- Contexte géopolitique et macroéconomique

Depuis la clôture de l'exercice, le contexte géopolitique demeure particulièrement instable, avec la poursuite des tensions en Ukraine et au Proche-Orient. Ces événements sont susceptibles d'influencer l'environnement économique global, notamment par des impacts indirects sur les prix de l'énergie, les chaînes d'approvisionnement et les marchés financiers. À ce jour, les conséquences précises sur l'activité et les résultats du Groupe ne peuvent être déterminées de manière fiable, mais font l'objet d'un suivi attentif de la part de la direction.

- Évolution de l'inflation

Les niveaux d'inflation au sein de la zone euro se sont progressivement normalisés et évoluent désormais dans une zone considérée comme maîtrisée par les autorités monétaires, après plusieurs exercices marqués par une forte volatilité. Cette évolution traduit un retour vers un environnement macroéconomique plus stable, bien que certaines composantes, notamment les services, continuent de contribuer de manière notable à la hausse des prix.

Malgré cette normalisation, un risque inflationniste significatif demeure, en raison de pressions persistantes dans certains secteurs de l'économie et de la sensibilité continue aux variations des coûts de l'énergie et des approvisionnements. Dans ce contexte, la direction reste attentive à l'évolution des conditions macroéconomiques et adapte en permanence sa politique de gestion pour en atténuer les éventuels impacts.

A la date d'arrêté des comptes, nous n'avons pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la continuité d'exploitation de l'entité.

¹² Article L233-26 du Code de commerce

¹³ Article L233-26 du Code de commerce

Principaux risques et incertitudes¹⁴

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-26 du Code de commerce, nous vous présentons ci-dessous une description des principaux risques et incertitudes susceptibles d'affecter la situation financière, l'activité et les perspectives du Groupe.

Le Groupe exerce son activité dans un environnement en constante évolution, soumis à des facteurs externes (économiques, réglementaires, technologiques) ainsi qu'à des risques opérationnels inhérents à son modèle. La Direction a mis en œuvre diverses actions de prévention et de contrôle afin d'en limiter les impacts.

1. Risques liés à la dépendance à l'activité et à la stratégie des clients

L'activité du Groupe dépend fortement des besoins et orientations stratégiques de ses clients, eux-mêmes influencés par la conjoncture économique générale, l'évolution sectorielle et les pressions concurrentielles.

Le risque est donc caractérisé par une potentielle baisse soudaine des volumes d'intérimaires ou des prestations externalisées, un ralentissement ou arrêt de certains contrats cadres ou encore une sensibilité accrue aux variations d'activité dans les secteurs industriels.

Des mesures ont été prises par la direction du Groupe afin de réduire l'impact potentiel de ces risques à savoir une diversification géographique (France, Luxembourg, Allemagne, Suisse) et sectorielle du portefeuille, le développement des contrats cadres avec des grands comptes pour renforcer la visibilité commerciale ou encore le renforcement des équipes commerciales et des actions de fidélisation clients.

2. Risques réglementaires et de conformité

Certaines activités du Groupe connaissent des contraintes réglementaires fortes. Ce risque peut entraîner des suspensions ou des refus d'agrément ou encore des retards dans l'exécution de contrats. Afin de réduire ce risque, la direction du Groupe effectue un suivi permanent des évolutions réglementaires et encourage la formation continue des collaborateurs concernés.

3. Risques liés aux phénomènes naturels, sanitaires ou événements externes

L'activité d'intérim est sensible aux événements externes tels que crises sanitaires, aléas climatiques ou perturbations logistiques. Ces risques peuvent entraîner une diminution de la demande, des interruptions opérationnelles tant au niveau des agences que des clients ou encore des dégradations temporaires des marges. Afin de réduire ces risques au maximum, le Groupe a mis en place un plan de continuité au niveau des agences, une digitalisation accrue des processus (notamment sur le plan administratif) ainsi qu'un renforcement de la communication interne en période de crise grâce au déploiement de nouveaux outils informatiques (PC Portables et accès généralisé à Teams pour la visio-conférence).

4. Risques liés à l'attractivité dans un marché du travail tendu

Le Groupe évolue dans un environnement marqué par une forte concurrence entre agences d'emploi et par une pénurie persistante de compétences. Cela peut entraîner une incapacité à pourvoir certaines missions auprès des clients, une augmentation des coûts d'acquisition des candidats ou encore une rotation du personnel plus importante en interne. Pour mitiger ce risque, la direction du Groupe continue

¹⁴ Article L233-26 du Code de commerce

d'investir dans sa marque employeur, renforce ses dispositifs de *sourcing* digital et poursuit sa politique de formation et de fidélisation que ce soit auprès des intérimaires ou des permanents.

5. Risques liés à la conjoncture économique et géopolitique

Le Groupe évolue dans un contexte macroéconomique parfois instable, marqué par un ralentissement économique en France, des tensions géopolitiques impactant l'activité internationale, un risque inflationniste toujours important.

Ce contexte tend à contracter la demande dans certains secteurs, à accroître la pression sur les marges opérationnelles et augmente la volatilité dans les activités internationales. La direction du Groupe met donc en place un pilotage rigoureux de ses coûts et une diversification sectorielle (nucléaire, industrie, services...) ainsi qu'un renforcement des activités plus résilientes à l'international (en Suisse par exemple).

Nouveaux risques identifiés au titre de l'exercice

6. Risques liés aux agissements frauduleux

En 2025, une fraude importante a été détectée au sein de la filiale suisse PEMSA, impliquant l'équipe d'une agence spécifique. Celle-ci reposait sur des détournements de fonds via altération de données, générant un impact financier sur l'exercice 2024, à savoir :

- Chiffre d'affaires :	-317 264 €
- Résultat opérationnel Groupe :	-269 720 €
- Résultat net part du Groupe :	-239 781 €

L'impact sur l'exercice 2025 est quant à lui non significatif au niveau du Groupe.

De manière générale, les agissements frauduleux restent un risque non négligeable pouvant entraîner des pertes financières directes et une atteinte à la réputation du Groupe. S'agissant du cas mentionné ci-dessus, la direction a immédiatement mis en place un renforcement des contrôles et des processus internes ainsi qu'une sécurisation renforcée des données bancaires. Des mesures judiciaires ont également été engagées et la direction du Groupe a par ailleurs renforcé le service contrôle interne pour prévenir toute récurrence de ce type d'évènement.

7. Risques liés à la maîtrise de la masse salariale et aux recrutements internes

Le secteur reste soumis à une tension généralisée sur les postes à pourvoir. Les difficultés de recrutement constatées en 2025 ont pesé sur l'activité du Groupe et représenté un facteur d'érosion du chiffre d'affaires national en France. Ces risques se caractérisent par une potentielle augmentation des coûts du personnel, des difficultés à atteindre les objectifs opérationnels par manque de ressources ou encore une augmentation de la rotation des salariés. Afin de prévenir ces risques, le Groupe met en place une politique RH visant à attirer et retenir les talents (formations, mobilité interne, amélioration des conditions de travail), une priorisation des recrutements sur les zones en tension et une optimisation des processus internes pour limiter les coûts.

8. Risques cyber et atteintes aux systèmes d'information

Une cyberattaque a touché deux filiales du Groupe (PRESTIM et ML Intérim) en octobre 2025, nécessitant une remédiation rapide. Le Groupe a pu récupérer l'ensemble de ses données sans altération. Il n'en reste pas moins que les risques cyber restent des risques importants notamment dans un contexte où le Groupe poursuit une politique de digitalisation de ses processus. Les risques cyber peuvent entraîner une indisponibilité temporaire des outils et des systèmes, une fuite potentielle de données salariées ou client ou encore un risque réglementaire dans le cadre de RGPD. Afin de prévenir ces risques et en lien avec la

cyber attaque subie par le Groupe, la direction a mis en place un plan de restauration complète des données et a directement communiqué avec les autorités locales ainsi qu'avec la CNIL en accord avec les obligations légales qui lui incombent. Un renforcement des dispositifs de cybersécurité a été mis en place ainsi qu'une politique de sensibilisation accrue des équipes aux risques numériques afin de prévenir la survenance d'événements similaires. La direction du Groupe a par ailleurs décidé de souscrire à une assurance Cyber et de se faire accompagner d'un prestataire externe dans la mise en place d'un processus de sécurisation des données sur l'ensemble des agences en France.

Informations sur les ressources incorporelles essentielles

Conformément à la réglementation applicable, nous vous indiquons que nos ressources incorporelles essentielles sont nos salariés et intérimaires, sur lesquels repose notre modèle commercial ainsi que les marques que le Groupe DLSI a développé avant de contribuer à sa visibilité et son offre par segments sur le marché, qui sont sources de création de valeur.

Utilisation des instruments financiers¹⁵

Néant

Activité en matière de recherche et développement¹⁶

Néant

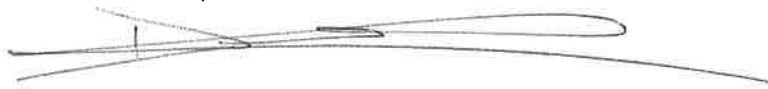
*

*

*

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises.

Le Président du Directoire
M. Thierry DOUDOT



¹⁵ Article L233-26 du Code de commerce

¹⁶ Article L233-26 du Code de commerce

ANNEXE I
LISTE DES SUCCURSALES

ANNEXE II
TABLEAU DES RESULTATS DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

ANNEXE III
DELAIS DE PAIEMENTS

ANNEXE IV
BILAN

ANNEXE V
COMPTE DE RESULTAT

ANNEXE VI
BILAN CONSOLIDE

ANNEXE VII
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

ANNEXE I

LISTE DES SUCCURSALES (Article L232-1 II du Code de commerce)

- **DLSI - Agence Marseille 2**
114, boulevard de Paris
13003 Marseille
389 486 754 00655
- **DLSI - Service Recrutement**
Espace Vernèdes
7, chemin des Vernèdes
83480 Puget sur Argens
389 486 754 00648
- **DLSI - Agence Nice**
13, rue des Grenouillères
Bâtiment Space B
06000 Nice
389 486 754 01323
- **DLSI - Agence Lyon**
89-91, rue Garibaldi
69006 Lyon
389 486 754 01158
- **EMO France/Lyon 4**
118, grande rue de la guillotière
69007 Lyon
389 486 754 01174
- **DLSI – Agence Pusignan**
7, route de Genas
69330 Pusignan
389 486 754 01075
- **DLSI – Agence Annecy**
14, avenue de la Plaine
74000 Annecy
389 486 754 01133
- **DLSI - Agence Mulhouse**
2, rue du Parc Angle de la rue de Bâle
68100 Mulhouse
389 486 754 00481

- **DLSI – Agence Colmar**
32, rue de Turenne
68000 Colmar
389 486 754 01216

- **DLSI – Agence Strasbourg**
55, rue de la Course
67000 Strasbourg
389 486 754 01240

- **DLSI - Agence Haguenau**
19, route de Strasbourg
67500 Haguenau
389 486 754 00465

- **DLSI - Agence Nancy 2**
150, avenue du Général Leclerc
54000 Nancy
389 486 754 01042

- **DLSI – Agence Metz**
28, avenue Leclerc de Hauteclocque
57000 Metz
389 486 754 00432

- **DLSI - Agence Ennery**
ZAC des Begnenes
Rue Pablo Picasso
57365 Ennery
389 486 754 01257

- **DLSI - Agence Reims**
49, rue Talleyrand
51100 Reims
389 486 754 00754

- **DLSI - Agence Compiègne**
17, rue de Beauvais
60280 Margny lès Compiègne
389 486 754 01059

- **DLSI - Agence Méru**
118, rue des Martyrs de la Résistance
60110 Méru
389 486 754 01109

- **DLSI – Agence Beauvais**
11, rue Beauregard
60000 Beauvais
389 486 754 00770

- **DLSI – Agence Vernon**
22 bis, rue Sainte-Geneviève
27200 Vernon
389 486 754 01190

- **DLSI - Agence Evreux**
380, rue Clément Ader
27930 Le Vieil Evreux
389 486 754 01265

- **DLSI - Agence Chinon**
71, rue Marcel Vignaud
37420 Avoine
389 486 754 01125

- **DLSI – Agence de Rouen**
1, Rue Antoine Laurent de Lavoisier
76300 Sotteville-Les-Rouen
389 486 754 01281

- **DLSI – Agence Saint Valéry**
10, rue Marcel Delepine
76460 St Valéry en Caux
389 486 754 01307

- **DLSI – Agence Le Havre**
10, rue Pierre Brossolette
76600 Le Havre
389 486 754 00804

- **DLSI – Agence Béthune**
522, rue du Faubourg d’Arras
62400 Béthune
389 486 754 01182

- **DLSI – Agence Valenciennes**
44, rue Honhon
59300 Valenciennes
389 486 754 00440

- **DLSI – Agence Orchies**
3, rue Germain Delettrez
59310 Orchies
389 486 754 01026

- **DLSI – Agence Lille**
52, rue Jacquemars Giélée
59800 Lille
389 486 754 00333

- **DLSI – Agence Dunkerque**
Créanor
2, route de Bergues
59210 Coudekerque Branche
389 486 754 01208

- **DLSI - Agence Dunkerque 2**
Villa Plaisance
29, place du Casino
59240 Dunkerque
389 486 754 01141

- **DLSI – Agence Orsay**
8, avenue Saint Laurent
91400 Orsay
389 486 754 00739

- **DLSI – Agence Pontault Combault**
11, avenue de la Gare
77340 Pontault Combault
389 486 754 00895

- **DLSI – Agence Arnouville**
11, rue Jean Jaurès
95400 Arnouville lès Gonesse
389 486 754 00929

- **DLSI - Agence Taverny**
18, avenue de la Gare
95150 Taverny
389 486 754 00945

- **DLSI – Agence Paris Lafayette**
111, rue Lafayette
75010 Paris
389 486 754 01299

- **DLSI - Agence Paris Vignon**
34 bis, rue de Vignon
75009 Paris
389 486 754 00994

- **DLSI – Agence Sarreguemines**
1, avenue de la Gare
57200 Sarreguemines
389 486 754 01224

- **DLSI - Agence Douai**

Tour Delta

709, rue Jean Perrin

59500 Douai

389 486 754 01331

ANNEXE II

TABLEAU DES RESULTATS DE LA SOCIETE DLSI SA AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES (Article R225-102 du Code de commerce – Annexe 2-2)

NATURE DES INDICATIONS	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2025
I. - Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	5 082 980	5 082 980	5 082 980	5 082 980	5 082 980
b) Nombre d'actions émises	2 541 490	2 541 490	2 541 490	2 541 490	2 541 490
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	0	0	0	0	0
II. - Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxe	117 519 629	115 426 117	112 691 983	103 338 926	96 952 014
b) Bénéfices avant impôt, amortissements et provisions	4 694 642	3 719 689	6 046 272	* (465 044)	1 756 126
c) Impôts sur les bénéfices	1 302 920	1 274 065	1 381 683	419 418	(57 154)
d) Bénéfices après impôts, amortissements et provisions	2 319 670	3 040 599	3 488 775	1 464 902	(741 157)
e) Montant des bénéfices distribués (1)	762 447	1 016 596	1 016 596	1 016 596	0
III. - Résultat des opérations réduit à une seule action (2)					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements et provisions	1.84	0.96	1.84	* -0.35	0.71

NATURE DES INDICATIONS	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2025
b) Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	0.91	1.20	1.37	0.58	-0.29
c) Dividende versé à chaque action (1)	0.30	0.40	0.40	0.40	0
IV. - Personnel					
a) Nombre de salariés	2 449	2 324	2 163	1 947	1 765
b) Montant de la masse salariale	82 290 769	81 208 247	78 879 557	73 650 652	67 875 870
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres, etc.)	21 628 756	21 078 598	19 936 986	18 991 715	18 334 837

(1) Pour l'exercice dont les comptes seront soumis à l'assemblée générale des actionnaires, indiquer le montant des bénéfices dont la distribution est proposée par le conseil d'administration, le directoire ou les gérants.

(2) Si le nombre des actions a varié au cours de la période de référence, il y a lieu d'adapter les résultats indiqués et de rappeler les opérations ayant modifié le montant du capital.

* Les données comparatives relatives à l'exercice N-1 figurant dans le présent tableau ont été ajustées afin de corriger une erreur de présentation figurant dans le rapport de gestion de l'exercice précédent ; cette correction est sans incidence sur les comptes annuels N-1 approuvés.

ANNEXE III

DELAIS DE PAIEMENT

	Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu				
	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 à 120 jours	TOTAL 1 à 120 jours	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 à 120 jours	TOTAL 1 à 120 jours
A) Factures en TTC par tranches de retard de paiement										
Nombre de factures concernées	45	4		9	58	483	150	76	39	748
Montant TTC des factures concernées	66 612	227		0	66 839	2 212 782	766 683	385 664	145 860	3 510 989
% du montant total TTC des achats	0,91%	0,00%		0,00	0,91%					
% du chiffre d'affaires TTC						1,91%	0,66%	0,33%	0,13%	3,03%
B) Factures en TTC exclues du A relatives à des dettes et créances litigieuses										
Nombre de factures exclues					0					0
	Factures reçues non réglées dont le terme est échu depuis plus de 120 jours :				6	Factures émises non réglées dont le terme est échu depuis plus de 120 jours :				77
Montant TTC des factures exclues										
	Factures reçues non réglées dont le terme est échu depuis plus de 120 jours :				4 060	Factures émises non réglées dont le terme est échu depuis plus de 120 jours :				226 104
C) Délais de paiement de référence utilisés (articles L. 441-6 ou L. 443-1 du code du commerce)										
Délais utilisés en l'absence de conditions précises	Délais contractuels : 30 jours fin de mois					Délais contractuels : 30 jours fin de mois				